

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité-Dignité-Travail



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DE LA PROGRAMMATION ECONOMIQUE

RAPPORT D'EXECUTION DES DEPENSES
D'INVESTISSEMENT DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2017

Octobre 2018

SOMMAIRE

<i>AVANT PROPOS</i>	<i>iii</i>
<i>RESUME</i>	<i>iv</i>
<i>SIGLES ET ABREVIATIONS</i>	<i>v</i>
<i>LISTE DES GRAPHIQUES</i>	<i>vii</i>
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	<i>vii</i>
<i>COMITE DE REDACTION</i>	<i>viii</i>
<i>INTRODUCTION</i>	<i>1</i>
<i>I. RAPPEL DU CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL</i>	<i>2</i>
1.1. Environnement économique international	2
1.2. Aide publique au développement en faveur de la RCA	3
1.3. Environnement économique national	4
1.4. Priorités du budget de l'Etat pour l'exercice 2017.	5
<i>II. APERÇU SUR L'EXECUTION FINANCIERE ET PHYSIQUE DES PROGRAMMES ET PROJETS</i>	<i>6</i>
2.1. Rappel des prévisions budgétaires pour l'année 2017	6
2.2. Exécution financière	7
2.3 Exécution physique des dépenses d'investissement.	11
<i>III. PRESENTATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR</i>	<i>21</i>
3.1. Secteur Sécurité, Gouvernance et Etat de Droit	21
3.2. Secteur infrastructures	21
3.3 Secteur social	21
3.4 Secteur Relance économique et production	21
<i>IV. .REPARTITION GEO-SPATIALE DE L'EXECUTION DES PROGRAMMES ET PROJETS</i>	<i>24</i>
<i>V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SUGGESTIONS</i>	<i>25</i>
5.1 Difficultés rencontrées.	25
5.2 Suggestions	25
<i>CONCLUSION</i>	<i>27</i>
<i>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i>	<i>28</i>
<i>ANNEXES</i>	<i>29</i>

AVANT PROPOS

La Direction Générale de la Programmation Economique est l'une des Directions Générales du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération qui joue un rôle central en matière de programmation, de budgétisation et de suivi-évaluation des programmes et projets de manière à assurer l'alignement entre le RCPCA et le budget et à garantir l'efficacité en termes d'impact sur la réduction de la pauvreté.

Pour ce faire, elle est chargée d'élaborer et de publier, entre autres, à la fin de chaque exercice budgétaire le rapport d'exécution physique et financière des dépenses d'investissement public (REX).

Le présent rapport évalue le niveau d'exécution des dépenses d'investissement public de l'exercice 2017. Il est élaboré sur la base des données de l'exécution financière et physique des programmes et projets inscrits dans la Loi de Finances 2017, qui sont collectées, traitées et analysées.

Il a pour objectif d'informer les décideurs politiques, les partenaires au développement et le public (opérateurs économiques, planificateurs, chercheurs etc.) sur : (i) le niveau de décaissement des ressources affectées aux différents programmes et projets de développement pendant la période sous revue ; (ii) le niveau des réalisations physique et financière ; et, (iii) les difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre.

La Direction Générale de la Programmation Economique attend des lecteurs du présent rapport, des observations, critiques et suggestions tendant à améliorer sa qualité.

Les travaux de relecture et de validation du REX 2017 se sont réalisés avec le concours financier du Projet d'Appui à la Gestion des Dépenses et Investissements Publics et aux Réformes (AGIR) acquis auprès de la Banque Mondiale.

RESUME

L'exécution financière de l'ensemble des dotations aux projets d'investissement de l'année 2017 est fonction des grandes priorités du gouvernement, à savoir: le renforcement de la paix et de la sécurité; l'assainissement des finances publiques, la relance et le soutien à l'activité économique; la promotion de la bonne gouvernance, la protection sociale et les actions humanitaires à travers la mise en œuvre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix adopté par le Gouvernement et soumis à la Table Ronde de Bruxelles en novembre 2016.

Les prévisions des dépenses d'investissement de la Loi de finances 2017 sont de 72,35 milliards de F CFA contre 64,60 milliards F CFA pour le collectif budgétaire de 2016, soit une augmentation de 11,10 %. Elles se déclinent en ressources domestiques (17,35 milliards de F CFA) et, en ressources extérieures (55 milliards de F CFA).

L'exécution des dépenses d'investissement en 2017 est de 51,80 milliards de F CFA, réparties en financement intérieur (9,98 milliards de F CFA), et en financement extérieur (41,82 milliards de F CFA).

Ces ressources ont permis la réalisation de plusieurs activités telles que les constructions/réhabilitations des infrastructures de base et le renforcement des capacités institutionnelles au profit de la population.

C'est ainsi, que près de la moitié des apports sont injectés dans le secteur des infrastructures (46,98%) en soutien aux efforts du Gouvernement pour le désenclavement intérieur du pays. Il est suivi du secteur de relance économique et production (20,13%) en lien aux efforts de renouvellement du contrat social entre l'Etat et la population (19%) et de rétablissement de la sécurité, de la paix, de la justice et de l'Etat de Droit (14,38%).

La plupart de programmes et projets sont d'envergure nationale, ils sont localisés dans la région 7 (Bangui) qui concentre plus du tiers des programmes et projets, suivi de la Région 1 (Ombella Mpoko), Région 4 (Kémo, Nana Giribizi...), Région 3 (Ouham Pendé), Région 2 (Nana Mambéré), et les autres Régions (6 et 5).

La réponse aux difficultés d'ordre institutionnel et organisationnel (par exemple l'accès aux données, de moyens pour le suivi physique des programmes et projets mis en œuvre au niveau sectoriel etc.) permettrait de mieux appréhender le niveau de réalisations des programmes et projets et de produire un rapport raffiné.

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGIR	Projet d'Appui à la Gestion des dépenses et Investissements publics et aux Réformes
APD	Aide Publique au Développement
AFD	Agence Française de Développement
ASPRP	Agence de Stabilisation et de Régulation des Prix des Produits Pétroliers
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BEC	Budget Extraordinaire en Capital
BI	Budget d'Investissement
BM	Banque Mondiale
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAB-RCA	Programme Régional de Réseau Haut Débit en Afrique Centrale
CAD	Comité d'Aide au Développement
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
DCSS	Direction de la Coordination et du Suivi Sectoriel
DGPE	Direction Générale de la Programmation Economique
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DIP	Direction des Investissements Publics
DPP	Direction de la Programmation Pluriannuelle
DUE	Délégation de l'Union Européenne
ECOFAUNE-RCA	Projet des Ecosystèmes Fauniques du Nord-Est de la RCA
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Coopération Financière d'Afrique
FCT IV	Facilité de Coopération Technique
FED	Fonds Européen de Développement
FER	Fonds d'Entretien Routier
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
IDE	Investissement Direct Etranger
MEPC	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération
JPN	Jeunesse Pionnière Nationale
MFB	Ministère des Finances et du Budget

OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONM	Office National du Matériel
PADU	Projet d'Appui au Développement Urbain
PAONF	Projet d'Appui à l'Ordonnateur National du FED
PASER	Projet d'Appui au Secteur d'Entretien Routier et au Transport par Voie d'Eau
PASS	Projet d'Appui au Système de Santé
PDD	Pôles de Développement
PDRSO	Projet de Développement Régional dans le Sud-Ouest
PER	Programme Economique Régional
PEA	Permis d'Exploitation et d'Aménagement
PIB	Produit Intérieur Brut
PMR II	Programme de Microréalisation II
PRODEBALT	Programme de Développement du Bassin du Lac Tchad
PTI	Programme Triennal d'Investissement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PURSeP	Projet d'Urgence de Restauration des Services Publics
POSIB	Plan Opérationnel de Stabilisation Immédiate de Bambari
RCA	République Centrafricaine
REX	Rapport d'Exécution des Dépenses d'Investissement de l'Etat
RCPCA	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix
RESEJEP	Réforme du Secteur de la Justice et de la Police
TGI	Tribunal de Grande Instance
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre
UE	Union Européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USD	Dollars Américains

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de l'APD nette (en millions USD) et de l'APD nette par	3
Graphique 2: Evolution des dons et emprunts dans le budget d'investissement de l'Etat.....	7
Graphique 3: Exécution des dépenses d'investissement en 2017	8
Graphique 4 : Exécution des dépenses d'investissement par secteur en 2017.....	22
Graphique 5: Répartition géo spatiale des programmes et projets exécutés en 2017	24

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution des principaux agrégats économiques en 2016 et 2017.....	5
Tableau 2: Exécution sur ressources propres (ministères clés).....	8
Tableau 3 : Exécution des dépenses d'investissement par bailleur.....	10
Tableau 4: Niveau d'exécution des ressources.	10
Tableau 5: Etat d'exécution du projet RESEJEP	12
Tableau 6: Etat d'exécution du projet PDD	13
Tableau 7: Etat d'exécution du projet PASS.....	14
Tableau 8: Etat d'exécution du projet LONDO	16
Tableau 9: Etat d'exécution du projet PARCB1	17
Tableau 10: Etat d'exécution du projet PRODEBALT	18
Tableau 11 : Dépenses d'investissement par secteur en 2016 et 2017.....	22

COMITE DE REDACTION

Sous la Direction de **Guy Jean Claude BILAN**, Directeur Général de la Programmation Economique

☞ *REDACTEURS*

- **Auxence Sinclair Barthélémy MBODOU NZONGO**, Directeur des Investissements Publics.
- **Yva Gernette GUEZEWANE**, Chef de Service d'Elaboration du Budget d'Investissement Public.
- **Landry Paterne GNILANGBA**, Chef de Service de Suivi-Evaluation de l'Exécution du Budget d'Investissement.
- **Mauricette BOMBOGNA**, Chef de Service de Suivi et de Gestion des Projets.
- **Thierry MBAZOA YALINGUI**, Cadre à la Direction des Investissements Publics.

☞ *CONTRIBUTEUR*

- **Souleman BOUKAR**, Assistant Technique (Pilier 3) auprès du Secrétariat Permanent du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix.

INTRODUCTION

Le rapport d'exécution des dépenses d'investissement public (REX), est un document qui présente la situation de l'exécution physique et financière des programmes et projets inscrits dans la Loi de Finances au « Titre V » des dépenses d'investissement d'un exercice budgétaire clos (généralement l'année n-1).

L'objet du présent rapport est de présenter le niveau des réalisations du portefeuille des programmes et projets financés sur ressources intérieures et extérieures au titre de l'exercice 2017.

A cet effet, le rapport d'exécution 2017 est structuré en cinq (05) parties :

- rappel du contexte économique international et national en 2017 ;
- aperçu sur l'exécution financière et physique des programmes et projets ;
- présentation de l'exécution des investissements par secteur ;
- répartition géo-spatiale de l'exécution des programmes et projets ;
- difficultés rencontrées et suggestions.

Les données analysées dans le rapport ont été recueillies auprès des unités de coordination des projets, des partenaires au développement et des ministères sectoriels, notamment le Ministère des Finances et du Budget à travers la Direction Générale du Budget, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, et la Direction Générale des Marchés Publics.

I. RAPPEL DU CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL¹

Cette section donne un bref aperçu de l'environnement économique international, sous régional et national en 2017, de l'évolution de l'aide publique au développement (APD) en RCA, ainsi que des priorités du budget de l'Etat.

1.1. Environnement économique international

La croissance de l'économie mondiale s'est située à 3,5 % en 2017 contre 3,2 % en 2016. Elle a été soutenue en partie par la réforme fiscale aux Etats Unis, une augmentation du volume des échanges commerciaux, une inflation modérée de 2% et des conditions de financement favorables.

L'activité économique américaine a augmenté de 2,5 % en 2017 contre 2,2 % en 2016.

En Asie, la croissance s'est accélérée en 2017, en s'établissant, notamment à 3,0 % en Corée ; 3,5 % en Hong Kong ; 2,0 % dans la province chinoise de Taiwan et 2,5 % à Singapour. La reprise du commerce mondial et de la demande d'importations chinoises constitue un vecteur commun de cette accélération.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique a atteint 4,7% en 2017 et pourrait s'établir à 4,9% en 2018. Cette tendance est en lien avec la reprise du commerce mondial et l'amélioration de l'indice global des cours des matières premières, en dépit d'une légère décélération de la croissance de l'économie chinoise.

Le taux de croissance de la Chine s'est maintenue à 6,7 % en 2017, comme en 2016, en lien aux réformes liées à l'offre, notamment les efforts déployés pour réduire les capacités excédentaires dans le secteur industriel.

La croissance dans la zone Euro a atteint 2,3 % en 2017 contre 1,7% en 2016. Cette progression est en lien avec les signaux positifs d'une demande intérieure plus vigoureuse que prévue

En 2017, dans les pays avancés exportateurs de pétrole, la croissance s'est redressée. Cette accélération tient à la réduction du frein exercé par l'ajustement à la baisse des prix du pétrole et du gaz, ainsi qu'à des politiques budgétaires et monétaires accommodantes.

En Afrique Subsaharienne, la croissance a connu un regain en 2017 pour atteindre 2,7% contre 1,4% enregistrée en 2016. Ce regain a été soutenu par la reprise de l'économie mondiale et la remontée des cours des principales matières premières exportées par les pays de la zone.

¹ *IFonds Monétaire International, « Perspectives et Politiques Economiques Mondiales », janvier 2017.*

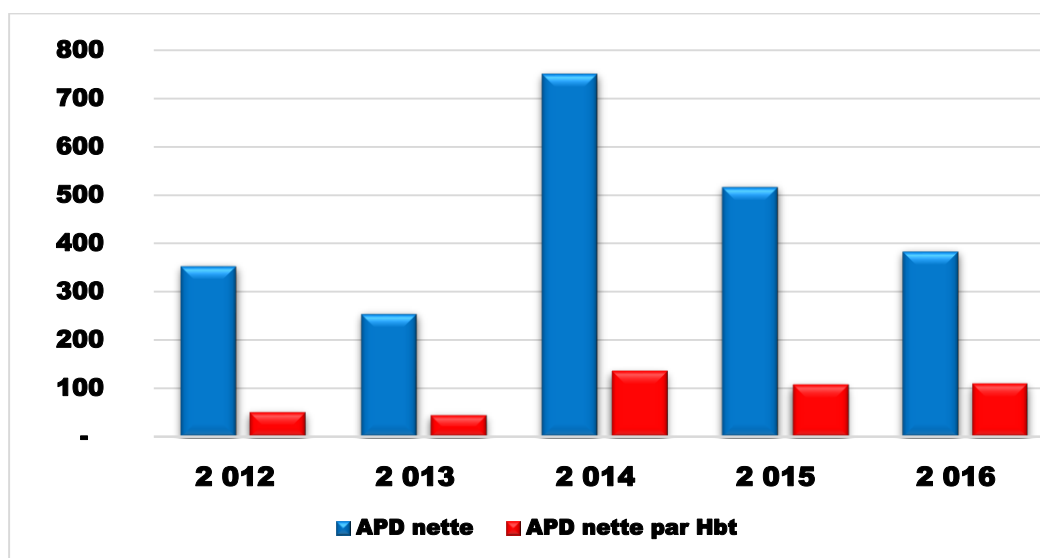
En zone CEMAC, le taux de croissance du PIB s'est établi à -0,2% en 2017 contre -0,1% en 2016, en liaison avec les contreperformances du secteur pétrolier dans tous les pays producteurs, à l'exception du Congo. La situation macroéconomique de la Sous-Région est mitigée, car elle est marquée par la poursuite de la récession avec une amélioration dans le secteur des finances publiques et des comptes extérieurs suivie d'une légère détérioration de la situation monétaire et une baisse des tensions inflationnistes.

1.2. Aide publique au développement en faveur de la RCA

A la faveur de la crise humanitaire, l'APD en RCA a presque doublé en 2012 et 2014, passant de 354 millions USD à 750 millions USD. Cependant, on relève un essoufflement des appuis qui retombent à 384 millions USD en 2016 presque à leur niveau de 2012 (voir graphique ci-dessous). L'UE est le principal donateur, suivie des États-Unis, de la France et de l'Allemagne. Treize (13) bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ont été significatifs, avec chacun une contribution annuelle de plus de 10 millions USD depuis 2014.

Malgré cet afflux, le niveau de l'APD par habitant (135 USD en 2014 et 109 USD en 2016) reste faible, comparativement aux niveaux atteints dans d'autres pays en crise (respectivement 130 USD et 481 USD au Soudan du Sud et en Syrie en 2016).

Graphique 1 : Evolution de l'APD nette (en millions USD) et de l'APD nette par Habitant (en USD) en RCA



Source : Stats.oecd.org

Le financement humanitaire représente 52% de l'APD en RCA. La plupart de ces dons proviennent de donateurs traditionnels membres du CAD, avec très peu d'intérêt de la part des donateurs arabes, par exemple. L'aide humanitaire a baissé depuis son sommet atteint en 2014. Il y a cependant un large réseau de donateurs humanitaires potentiels pour la RCA.

L'aide projet constitue la majorité des flux d'APD, suivie des contributions des organisations multilatérales et des ONG. On relève également beaucoup d'appuis budgétaires, avec un cumul de 333 millions USD reçus entre 2016 et 2018 dont 153 millions USD du FMI, 69 millions de l'UE et 37 millions USD de la France (voir tableau ci-dessous).

1.3. Environnement économique national²

Au plan national, les faits marquant l'environnement de l'économie sont:

- ✓ la résurgence de l'insécurité à l'Est, au Nord et au Nord-Est du pays en dépit des efforts consentis par le Gouvernement dans le cadre du pilier 1 du RCPCA;
- ✓ une hausse du taux d'inflation, établi à 4,1 %, dépassant ainsi la norme communautaire de 3 % :
- ✓ la levée partielle de l'embargo (Sud-Ouest du pays) sur l'exportation du diamant par le processus de Kimberley;
- ✓ la mise en œuvre du Plan Opérationnel de Stabilisation Immédiate de Bambari (POSIB) inscrit dans le RCPCA.

La croissance économique est de 4,3% en 2017 contre 4,5% en 2016. Cette décroissance provient de la baisse des activités dans le sous-secteur agriculture qui est durement touché par l'instabilité continue dans certaines zones de production. L'exploitation forestière est la principale locomotive du secteur primaire en 2017.

Cependant, on a relevé une reprise soutenue des activités du secteur secondaire (7,2%), en lien avec la dynamique des activités des BTP (4,9%), notamment la construction des ouvrages d'arts, et celle de l'exploitation minière dans la zone verte.

Aussi, dans le secteur tertiaire, une hausse de 1,4% est-elle observée en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des transports et télécommunications (5%).

Du côté de la demande, la croissance est soutenue par le dynamisme de la consommation finale impulsée par le privé (86% de la consommation totale) du fait notamment de la forte présence des expatriés dans le pays. Le taux d'investissement global est ressorti à 12,59 % en 2017 en amélioration légère par rapport à 12,24% en 2016. Il est essentiellement porté par la bonne tenue du secteur privé (7,20%), les investissements publics étant encore faibles.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des principaux agrégats économiques en 2016 et 2017.

² *Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, « Rapport Economique », 2017*

Tableau 1: Evolution des principaux agrégats économiques en 2016 et 2017.

En milliards de francs FCA

PERIODE	2016	2017
CONSOMMATION FINALE	103,41	108,59
Privée	89,48	94,38
Publique	13,93	14,20
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	12,24	12,59
DT FBCF (Publique)	5,55	5,39
FBCF (Privée)	6,69	7,20
PIB	1 041	1 121
RATIO= FBCF/PIB	1,18	1,12

Source : MEPC/DGEPD

1.4. Priorités du budget de l'Etat pour l'exercice 2017³.

Les référentiels en matière de développement économique et social sont le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA), les documents de politiques sectorielles, les résolutions du forum national de Bangui, les priorités sur les grands axes contenus dans le projet de société du Chef de l'Etat, ainsi que la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement.

Ainsi, sur la base des objectifs de ces référentiels et des plans d'action du Gouvernement, le budget pour l'exercice 2017 met l'accent sur les grandes priorités suivantes :

- le renforcement de la paix et de la sécurité ;
- l'assainissement des finances publiques, la relance et le soutien à l'activité économique ;
- la politique de bonne gouvernance ;
- les affaires sociales et les actions humanitaires.

³ Circulaire fixant le cadrage budgétaire et le calendrier pour le budget de l'exercice 2017

II. APERÇU SUR L'EXECUTION FINANCIERE ET PHYSIQUE DES PROGRAMMES ET PROJETS

Cette section est consacrée au rappel des prévisions budgétaires pour l'année 2017, à l'analyse de l'exécution financière des dépenses d'investissements sur ressources intérieures et extérieures, ainsi qu'à l'exécution physique des investissements sur ressources intérieures et pour certains bailleurs de fonds dont les données sont disponibles.

2.1. Rappel des prévisions budgétaires pour l'année 2017⁴

Les prévisions des dépenses d'investissement de la Loi de finances 2017 sont de 72,35 milliards de F CFA contre 64,60 milliards F CFA pour le collectif budgétaire de 2016, soit une augmentation de 11,10 %n (soit 23,98 % des dépenses totales).

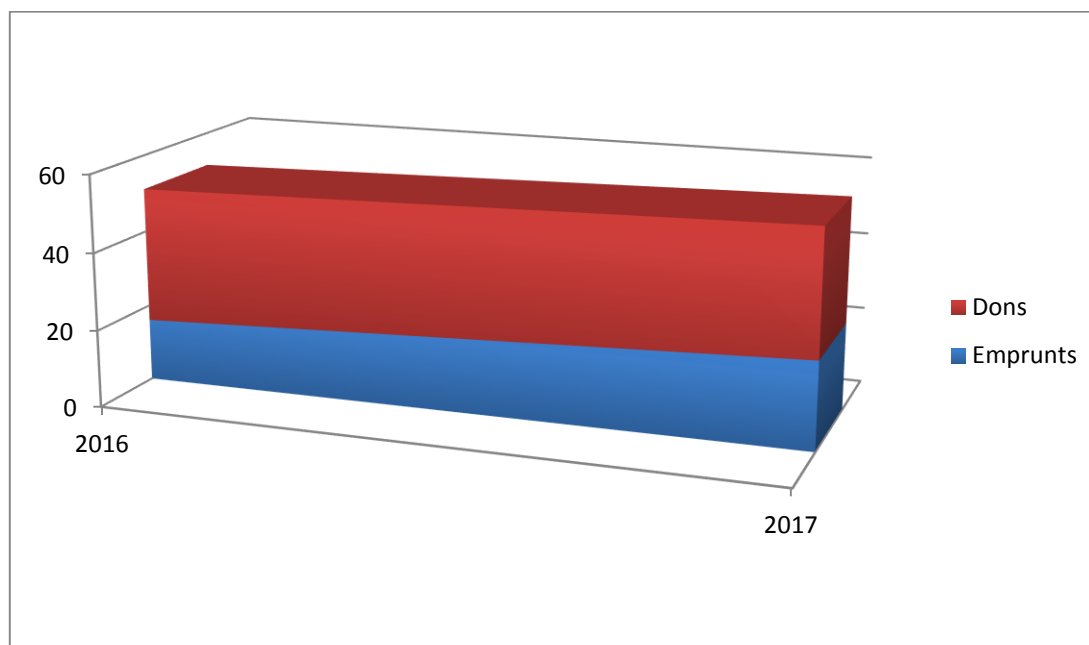
Sur financement intérieur, les dépenses d'investissement prévues s'élèvent à 17,35 milliards de F CFA (soit 23,98% des dépenses totales) contre 13,39 milliards de F CFA en 2016, soit une augmentation de 29,57 % en lien avec la mise en œuvre du RCPCA. Cette augmentation traduit également les efforts consentis par l'Etat dans le cadre du financement des dépenses d'investissement.

Les dépenses prévues sur financement extérieur (dons et emprunts) sont de 55,00 milliards de F CFA en 2017 (soit 76,02% des dépenses totales) contre 51,21 milliards de F CFA en 2016, soit une hausse de 7,40 %. Elles sont réparties comme suit :

- ❖ Dons : 32,38 milliards de F CFA en 2017 (soit 58,87% des dépenses sur financement extérieur) contre 35,12 milliards de F CFA en 2016, soit une baisse de 8,46 % ; expliquée par la clôture de certains projets financés sous forme de dons.
- ❖ Emprunts : 22,62 milliards de F CFA en 2017 (soit 49,13% des dépenses sur financement extérieur) contre 16,09 milliards de F CFA en 2016, soit une augmentation de 40,58 %, qui s'explique par la prise en compte de nouveaux projets financés sur emprunt et les financements additionnels. Comme le montre le graphique ci-dessous, la part des emprunts dans les dépenses d'investissement de l'Etat ont augmenté relativement à celle des dons.

⁴ Loi de finances 2016 et 2017

**Graphique 2: Evolution des dons et emprunts dans le budget d'investissement de l'Etat
(en milliards de FCFA)**



Source : MEPC/DGPE/DIP

2.2. Exécution financière

L'exécution financière des dépenses d'investissement a globalement atteint 51,80 milliards de F CFA en 2017 contre 53,59 milliards de F CFA en 2016, soit une baisse de 3,34 %.

Globalement, le niveau d'exécution des dépenses au profit des projets d'investissement est encourageant par rapport aux années antérieures et ce, malgré la tension de trésorerie, avec un taux d'exécution de 71,60%

2.2.1. Exécution des dépenses d'investissement sur ressources intérieures⁵

Au titre des dépenses d'investissement, la Loi de Finances 2017 a prévu 72,35 milliards de F CFA dont 17,35 milliards de FCFA sur ressources propres. A la fin de l'exercice 2017, les dépenses d'investissement financées sur ressources domestiques sont évaluées à 9,98 milliards de F CFA, soit un taux d'exécution de 57,52 %. Comparativement à l'exercice 2016, dont le taux d'exécution était de 21,28%, l'exécution en 2017 s'est nettement améliorée.

Cette hausse du taux d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources intérieures traduit l'amélioration de la mobilisation des ressources internes et des capacités nationales d'absorption.

⁵ MFB, Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique « Exécution base caisse 2017

L'exécution des dépenses d'investissement au profit des programmes et projets sur ressources propres dans certains ministères clés se présente comme suit :

Tableau 2: Exécution sur ressources propres (ministères clés)

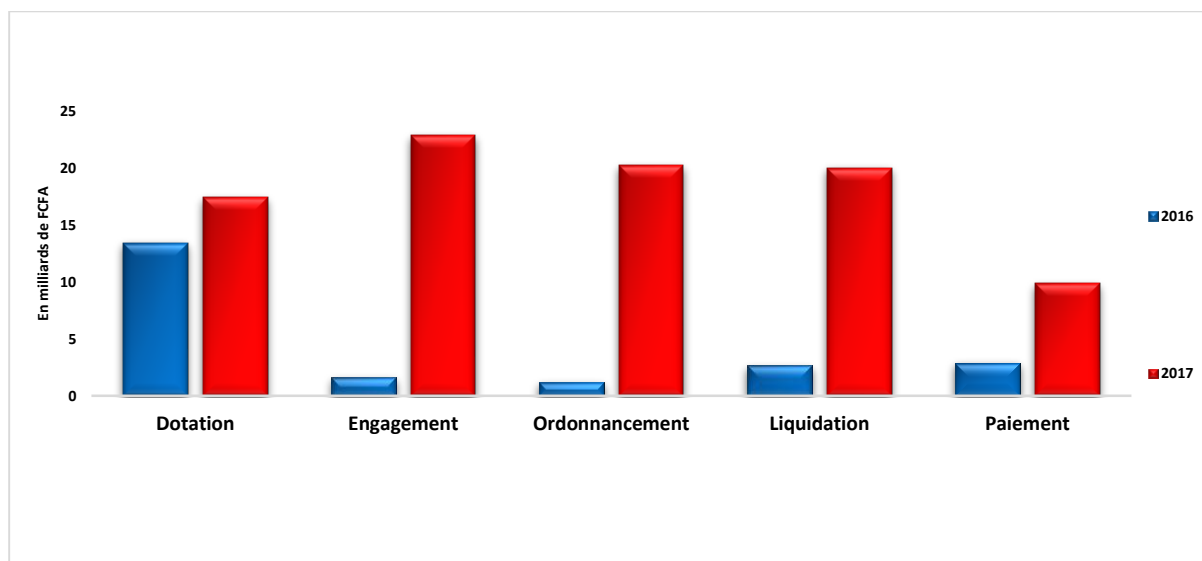
En milliards de F CFA

Libellé des ministères	Dotation	Engagé	Ordonnancé	Liquidé	Paiement
Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aviation Civile et du Désenclavement	15,72	11,54	11,54	11,54	2,48
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	3,2	0,19	0,17	0,19	0,17
Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2,96	2,41	2,41	2,41	2,02
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Population	12,47	0,28	0,1	0,18	0,08
Ministère de l'Habitat, du Logement Social et de l'Urbanisme	4,07	0,24	0,15	0,15	0,14
Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique	9,53	0,19	0,19	0,18	0,16
Total	47,95	14,85	14,56	14,65	5,05

Source : MEPC/DGPE/DIP

Le graphique suivant illustre de manière synthétique l'exécution des dépenses d'investissement en 2017.

Graphique 3: Exécution des dépenses d'investissement en 2017



Source : MFB/DGB/DGTCP.

2.2.2. Exécution des dépenses d'investissement sur ressources extérieures

Les dépenses d'investissement réelles sur financement extérieur se chiffrent à 41,82 milliards de FCFA pour une prévision de 55 milliards de F CFA en 2017, soit un taux d'exécution de 76,04 %. Il s'agit des dépenses effectuées en dons d'un montant de 37,23 milliards de F CFA pour une prévision de 32,38 milliards de F CFA (soit un taux d'exécution de 149,78%) et en emprunts à hauteur de 4,59 milliards de F CFA pour une prévision de 22,62 milliards de F CFA (soit un taux d'exécution de 20,29%).

Les décaissements opérés au profit des projets sont de 45,38 milliards de F CFA sur 55,00 milliards de prévisions budgétaires, repartis en don 39,85 milliards de F CFA et en prêt 5,53 milliards de F CFA. Le niveau de décaissements s'explique par le réengagement des partenaires au développement suite aux élections générales apaisées, et les efforts réels des nouvelles Autorités du pays matérialisés par la mise en œuvre du RCPCA.

Il ressort que sur les 45,38 milliards de F CFA décaissés par les partenaires au développement ; 41,82 milliards de F CFA ont été réellement consommés, soit un taux de réalisation de 92,15%.

Le financement extérieur provient des partenaires Bilatéraux et Multilatéraux.

Pour les partenaires multilatéraux, les dépenses d'investissement en dons au profit des programmes et projets se présentent de la manière suivante:

- ✓ Union Européenne : 14,00 milliards de FCFA ;
- ✓ Banque Africaine de Développement : 6,17 milliards de FCFA ;
- ✓ Banque Mondiale : 4,34 milliards de FCFA ;
- ✓ Programme des Nations Unies pour le Développement : 2,54 milliards de FCFA;
- ✓ Fonds Saoudien pour le Développement, :1,6 milliard de FCFA ;
- ✓ Agence Française de Développement : 1,11 milliard de FCFA.

Quant aux partenaires bilatéraux, la Chine a engagé 6,50 milliards de FCFA et la France à travers l'AFD a consacré 1,1 milliard de FCFA au titre des dépenses d'investissement en 2017.

S'agissant des prêts, ils proviennent des partenaires suivants :

- ✓ Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) :1,83 milliard de FCFA;
- ✓ Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) : 1,67 milliard de FCFA ;
- ✓ Banque Mondiale (BM) :1, 01 milliard de FCFA;
- ✓ Fonds International de Développement Agricole (FIDA) : 0,09 milliards de FCFA.

La synthèse des réalisations financières des principaux bailleurs est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Exécution des dépenses d'investissement par bailleur*En milliards de F CFA*

Bailleurs	Prévisions	Décaissements	Dépenses effectuées
Union Européenne (UE)	7,45	14,07	14
Banque Mondiale(BM)	5,63	5,25	4,34
Banque Africaine de Développement(BAD)	5,44	6,18	6,17
Agence Française de Développement(AFD)	1,99	2,74	1,11
Fonds Saoudien pour le Développement (FSD)	8,82	1,67	1,67
BDEAC	3,19	1,83	1,83
FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)	-	7,51	7,51
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)		2,54	2,54
TOTAL GENERAL	33	42	39

Source : MEPC/DGPE/DIP

Il ressort du tableau que les partenaires au développement ont mis au profit des programmes et projets des ressources financières d'environ 41,82 milliards de F CFA dont les plus grands contributeurs sont l'Union Européenne, la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement etc.

Le tableau ci-dessous récapitule les prévisions et les exécutions des dépenses d'investissement sur ressources intérieures et extérieures (dons et emprunts) en 2016 et 2017.

Tableau 4: Niveau d'exécution des ressources.

Nature des Dépenses	Prévisions 2016 en milliard de FCFA	Exécution 2016 en milliard de FCFA	Taux d'exécution 2016 (%)	Prévision 2017 en milliard de FCFA	Exécution 2017 en milliard de FCFA	Taux d'exécution 2017 (%)	Var 2017/2016 (%)
Dépenses d'investissement	64,60	53,59	82,96	72,35	51,80	71,60	- 3,34
Financement intérieur	13,39	2,85	21,28	17,35	9,98	57,52	250,18
Financement extérieur	51,21	50,74	99,08	55,00	41,82	76,04	-17,59
• Don	35,12	44,26	126,03	32,38	37,23	114,98	-15,88
• Emprunt	16,09	6,48	40,27	22,62	4,6	20,34	-29,01

Sources : MFB/DGTCP et MEPC/DGPE/DIP

2.3 Exécution physique des dépenses d'investissement.

2.3.1. Exécution physique des investissements sur ressources intérieures

Les travaux exécutés sur ressources propres de l'Etat au titre de l'exercice budgétaire 2017 ont porté sur :

- la réhabilitation de certaines routes : Baoro-Carnot-Berberati ; Bossempaté-Bozoum et Damara-Bogangolo-Bouca;
- l'aménagement des avenues de la Paix, M'Baïkoa et CEMAC;
- le bitumage dans la ville de Bangui (2 km) tels que le rond-point des Nations Unies, Station Total-Lycée B.BOGANDA-Ecole Ndrès, Avenue des Martyrs etc. ;
- le cantonnage sur les routes revêtues ;
- la réhabilitation du gîte présidentiel à Berberati ;
- l'acquisition des équipements (moyens roulants, mobiliers et matériels de bureau) ;
- la réhabilitation du Building Administratif ;
- la réhabilitation du siège du Conseil Economique Social, etc.



2.3.2. Exécution physique des investissements sur ressources extérieures

Les ressources extérieures mobilisées en 2017 ont servi à la mise en œuvre d'environ (89) programmes et projets. Ainsi, nous présentons quelques cas de réalisations physiques en 2017 par bailleur.

☞ Union Européenne

Les réalisations physiques sont relatives au Programme de réforme du secteur de la justice et de la police (RESEJEP) et au Programme d'Appui aux pôles de développement (PDD).

✓ *Programme de réforme du secteur de la justice et de la police (RESEJEP)*

Le programme apporte un appui à la mise en œuvre du Programme Décennal de Réforme de la Justice en République Centrafricaine (PRJRC).

Il a pour objectif de consolider l'État de droit et la bonne gouvernance en RCA, dans le prolongement des engagements du Gouvernement et en conformité avec les attentes de la population.

De manière spécifique, il vise à (i) renforcer l'administration de la justice, (ii) contribuer au développement d'un système pénitentiaire prenant en compte les normes internationales, et (iii) professionnaliser les services de police.

L'état d'exécution du projet est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5: Etat d'exécution du projet RESEJEP

Résultats clés (RSEJEP)			
Activités	Indicateurs	Résultats	Taux de réalisation
Réhabilitation et étendre la chancellerie	01 bâtiment réhabilité	La chancellerie est réhabilitée et fonctionnelle	100%
Réhabilitation les Tribunaux de Grande Instance (Bangui, Bambari ; Bouar et Sibut	04 bâtiments de TGI réhabilités	Les Tribunaux de Grande Instance de Bangui sont réhabilités et fonctionnels	100%.
Renforcement des capacités de la chaîne pénale	07 structures de la chaîne pénale dotées en moyens roulants à quatre et deux roues, équipées en matériels et mobiliers de bureau	Les Ministères de la Justice, de l'Intérieur, et de l'Administration ont reçu 16 véhicules ; 100 ordinateurs ; 50 motocyclettes et des lots d'équipements spécifiques.	100%
Construction la clôture et les guérites du Ministère de la justice	01cloture et guérites construites	En cours de réalisation	50%
Réhabilitation des Bâtiments administratifs à Bangui et dans les pôles de développement (Bambari, Bouar, Bozoum et Sibut)	05 bâtiments administratifs réhabilités.	Les bâtiments administratifs dans les pôles de développement sont réhabilités	100%.

Source : CAONF/MEPC.



✓ *Programme d'Appui au Pôles de développement (PDD)*

Le Programme de réhabilitation des services de base et de renforcement des capacités dans les pôles de développement (PDD) est l'un des programmes et projets du 10^e FED qui était encore dans la phase de contractualisation en 2017.

Les principales activités sont réalisées dans les secteurs suivants : Education, Santé, Relance économique et Transport. Elles sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6: Etat d'exécution du projet PDD

Résultats clés (PDD)			
Activités	Indicateurs	Résultats	Taux de réalisation
Réhabilitation les pistes rurales Bouar- Bozoum et des dalots	110 Km sont réhabilités et 13dalots sont construits	90 k de pistes sont réhabilités et 11 dalots construits	100%
Réhabilitation les bâtiments de la préfecture, de la Sous-préfecture et de la Mairie de Bouar	03 bâtiments réhabilités	Les bâtiments sont réhabilités	- 80% ; - 85%; - 70%
Construction du collecteur aviation (tronçon partant de l'amont du pont Dékongo jusqu'à l'exutoire du fleuve)	01collecteur aviation construit	En cours de réalisation	40%
Construction du building administratif de Bouar, Paoua et Bossangoa	03 buildings administratifs en cours de construction	Les buildings administratifs de Bouar et Bossangoa sont presque achevés et celui de Paoua est en cours	-90% ; - 90% ; - 50%
Réhabilitation des bâtiments de la préfecture de Bozoum et Ndélé	02 bâtiments préfectoraux sont construits	Le bâtiment de la préfecture de Bozoum est achevé et celui de Ndélé est en cours	- 100% ; - 60%

Source : CAONF/MEPC



☞ Banque Mondiale

Les principales réalisations physiques en 2017 concernent les projets d'Appui au système de santé (PASS) et LÖNDO.

✓ *Projet d'Appui au Système de Santé (PASS)*

L'approche du financement basé sur les résultats a été retenue en 2017 par le projet pour déployer toutes les dimensions opérationnelles, notamment les activités relatives à la vitalisation des FOSA, la vérification des déclarations des factures, ainsi que l'évaluation et le versement des subsides à tous les bénéficiaires.

Les activités concernent deux composantes, à savoir :

- l'amélioration de la santé maternelle et infantile par le biais de l'approche du financement basée sur la performance ; et
- le suivi- évaluation et l'appui à l'unité d'exécution.

Les résultats obtenus par le projet en 2017 sont précisés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7: Etat d'exécution du projet PASS

Indicateurs (dont 8 intermédiaires)	Cible du projet au départ	Niveau atteint 31/12/16 (volet Urgence)	Cible PBF 31/12/17	Niveau atteint 31/12/17
Personnes ayant accès au programme de base de services de santé, de nutrition ou de procréation (nombre)	1 000 000	1 215 678	929 529	2 145 207
Enfants vaccinés	40 000	38 240	24 014	62 254
Nombre d'accouchements assistés par un personnel dans les établissements de santé dans les zones cibles	30 000	47 059	48 424	95 483
Nombre de femmes victimes de violence aidées par des prestataires des services sociaux et de services de santé	2 500	3 391	-	3 391
Bénéficiaires directs du projet (nombre)	1 072 500	1 304 368	1 974 933	3 279 301
Bénéficiaires féminins (pourcentage)	536 250	652 184	987 467	1 639 651

Nombre de femmes séropositives enceintes recevant des soins de PTME (inter)	3 500	2 785	2 849	5 634
Nombre de mères des zones du projet qui ont reçu deux doses de traitement préventif intermittent pour le paludisme au cours de la grossesse (inter)	40 000	4 7364	154 189	201 553
Nombre d'établissements de santé ouverts chaque jour (inter)	200	103	343	343
Nombre de professionnels de la santé disponibles dans les établissements de santé sur une base mensuelle (inter)	500	1 004	0,56	1 239
Nombre d'enfants de moins de 5 ans traités pour MAS (inter)	16 800	23 826	18 839	42 665
Nombre d'établissements de santé présentant des rapports mensuels SNIS complets (inter)	175	200	329	329
Nombre de personnes formées au SNIS, suivi et évaluation	460	-	402	402
Score moyen de l'indice de qualité des soins (échelle de 0 à 100) dans les zones ciblées (inter)	Augmentation de 35%	-	52,50%	

Source : Projet PASS



✓ **Projet LÖNDO**

Le projet s'effectue par phase, et c'est la 5^e qui a été mise en œuvre en 2017. A titre de rappel l'objectif du projet est de fournir du travail temporaire aux populations vulnérables dans les 71 sous-préfectures de la RCA. Ainsi, cinq cent (500) bénéficiaires ont été recrutés par sous-préfectures, soit 35 500 au total, pour la reconstruction leurs localités respectives, à travers l'entretien routier par la technique des travaux à haute intensité de main d'œuvre. Ces bénéficiaires font essentiellement du désherbage, du curage, de fosse et traitent les points critiques sur les routes.

Les réalisations dans le domaine des infrastructures publiques (routes) se présentent comme suit :

Tableau 8: Etat d'exécution du projet LONDO

Région Sous-préfecture		REALISATIONS PHYSIQUES				
		Nombres de bénéficiaires	Pourcentage de femmes	Nombres de jours de chantiers (j/c)	Nombres d'hommes-jours (h/j) travaillés	Nombres de kilomètres entretenus
CE	50. Bakala	250	30	5	1245	1.25
Total Phase 5 en cours		250	30	5	1245	1.25
NE	49. Birao	500	34	61	15 159	19.35
CE	48. Grimari	500	28	77	19 122	19.01
	40. Satéma	250	42	19	4 740	5.93
	37. Zangba	250	26	17	4 211	5.12
	36. Mobaye	250	23	21	5 242	7.81
TOTAL PHASE 4 (en cours)		6750	34	995	247 067	328.91
Cible Intermédiaire (40 jours)		4000	35	640	160 000	300
Cible Finale phase 4		8000	35	1280	320 000	320
Résultats phase 1 (pilote)		2500	25	400	98 591	171.7
Résultats phase 2		6000	40	960	237 798	404.80
Résultats phase 3		8500	33	1360	337 714	497
TOTAL		24 000	32	3720	922 415	1 402.71

Source : Projet Londo



☞ Banque Africaine de Développement (BAD)

Les réalisations physiques portent sur le projet d'appui à la reconstruction des communautés de base phase 1 (PARCB1) et le Programme de développement du bassin du lac Tchad (PRODEBALT) qui sont résumées dans les tableaux suivants :

✓ *Projet d'appui à la reconstruction des communautés de base phase 1 (PARCB1)*

Le PARCB1 vise globalement le renforcement des moyens d'existence durable des populations affectées par la récente crise politico-militaire et la cohésion sociale. Les objectifs spécifiques déclinés par le projet visent, notamment à : l'accroissement des capacités de l'offre sociale du pays; la promotion de la sécurité alimentaire et la reconversion/réinsertion socio-économique des jeunes ; et, le renforcement de la cohésion sociale.

L'état d'exécution du projet est résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9: Etat d'exécution du projet PARCB1

PARCB 1				
Secteur	Indicateur	Cible	Résultat	Taux de réalisation
Education	Nombre d'infrastructures scolaires et d'apprentissage construits/réhabilités et équipés.	6	8	133%
	Nombre d'enseignants formés (secondaire) dont (30% de femmes)	300	1.146	382%
Santé	Nombre d'infrastructures sanitaires construites/réhabilitées et équipées	4	3	75%
	Nombre de personnels de santé formés (dont 30% de femmes)	200	191	95%
Aménagement en eau potable et assainissement	Nombre de forages construits	18	18	100%
Appui institutionnel au profit de plusieurs structures (administratives, ONGs, Associations etc.)	Nombre de structures dont les capacités ont été renforcées par des formations et autres services	5	7	140%
	Nombre d'organismes dont les capacités ont été renforcées par la fourniture d'équipements	10	10	100%
	Nombre de groupements agricoles équipés et encadrés	150	150	100%

Promotion des productions végétales et animales à cycle court	Nombre de lots de matériels agricoles distribués (dont 40% pour les femmes)	300	150	50%
Sécurité alimentaire et nutrition	Nombre de plates formes TFM multifonctionnelles implantées	10	10	100%

Source : Projet PARCBE



✓ *Programme de développement du bassin du lac Tchad (PRODEBALT)*

Le programme a pour objectif la réduction durable de la pauvreté des populations vivant des ressources du bassin du Lac Tchad. Il vise spécifiquement la réhabilitation et la conservation des capacités productives des écosystèmes du bassin du Lac Tchad dans un contexte d'adaptation des systèmes de production aux changements climatiques.

Les composantes du programme sont :

- la protection du Lac Tchad et de son bassin ;
- l'adaptation des systèmes de production aux changements climatiques ;
- l'appui institutionnel à la Commission du Bassin du Lac Tchad et coordination/Gestion du programme.

L'état d'exécution détaillé des activités réalisées par composante se présentent comme suit :

Tableau 10: Etat d'exécution du projet PRODEBALT

PRODEBALT			
Activités prévues	Indicateurs	Résultats	Taux réalisation
Construction des débarcadères type A à Bozoum et Bossangoa	Nombre de débarcadères construits par préfecture	2 débarcadères construits	-90% -75% (Bossangoa)

Construction des antennes de surveillance (Ouham Bac et Belle vue) et (Bossangoa et Bouca)	Nombre d'antennes de surveillance construits par préfecture	4 des antennes de surveillance construites	0% (Ouham Bac et Belle vue) et 5 % (Bossangoa et Bouca)
Acquisition des fours chorkor	Nombre de fours chorkor acquis	360 fours chorkor sont livrés et distribués	100%
Acquisition des claies de séchage	Nombre de claies de séchage acquis	1 280 ML de claies de séchage sont livrés et distribués	100%
Acquisition des foyers améliorés pour les populations	Nombre de foyers améliorés acquis et distribués aux bénéficiaires	7900 foyers améliorés ne sont pas acquis	0%
Acquisition des caisses isothermes pour les groupements	Nombre de caisses isothermes distribués aux groupements	276 caisses isothermes et distribuées	100%
Acquisition des moustiquaires imprégnées	Nombre de moustiquaires distribués aux bénéficiaires	10 000 moustiquaires distribuées.	100%
Financement les microprojets relatifs aux AGR et les infrastructures grâce au FDL	Nombre de microprojets d'AGR dans les deux préfectures (Bossangoa et Bozoum).	63 microprojets d'AGR à Bossangoa et 39 microprojets à Bozoum, soit un total de 102 microprojets ont été financés.	83.60 %
	Nombre de microprojets d'infrastructures dans les deux préfectures.	9 microprojets d'infrastructures ont été financés pour les deux préfectures.	

Source : PRODEBALT) *FDL : Fonds de développement Local



☞ **Fonds Saoudien de Développement**

Pour la période sous revue, les réalisations portent sur deux projets à savoir : réhabilitation de la piste de l'aéroport Bangui-M'Poko et le projet de la route de PKO à l'aéroport.

✓ *Réhabilitation de la piste de l'aéroport Bangui-M'Poko*

Les travaux réalisés portent sur :

- le colmatage des fissures sur la piste, réalisé à 100% ;
- la quantité de curage des assainissements existants, réalisés à 5200 ML, soit 50% ;
- le drainage complémentaire (fossés divergents), réalisé à 10 % ;
- le débouchage des conduites de drainage existant, réalisé à 6600 ML, soit 85% ;
- la reprise des accotements, réalisés à 2% (panne du mélangeur) ;
- la réparation du balisage lumineux, 0% réalisé ;
- la planche d'essai de revêtement de la piste, réalisée.

✓ *Projet de la route de PKO à l'aéroport*

Les activités réalisées dans le cadre de ce projet tournent autour de :

- le curage de caniveaux et le remplacement des dalles de couvertures cassées, sont réalisés à environ 70 % entre le PKO et le rond-point Boganda et à 80 % entre le rond-point Boganda et rond-point PNUD ;
- la découverte des points particuliers au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

☞ **Chine**

En 2017, plusieurs réalisations physiques sont à l'actif de la Chine dont nous retenons quelques-unes à savoir :

- 131 cadres centrafricains ont pris part à différents séminaires en Chine ;
- un lot de matériels de bureau concédé à la parie nationale : 660 ordinateurs de bureau ; 50 ordinateurs portables ; 660 imprimantes laser, 20 photocopieurs, 10 000 rames de papier, 01 véhicule, 100 photocopieuses multifonctions, 100 climatiseurs, 03 appareils de sonorisation ;
- pont Sapéké en cours de réalisation.

III. PRESENTATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR

Cette section est consacrée à l'analyse de la répartition des dépenses d'investissements par secteurs selon la nomenclature sectorielle et le système de codification des projets, à savoir : (i) sécurité, gouvernance et Etat de droit (20,81%) ; (ii) infrastructures (42,98%) ; (iii) social (19,11%) ; et (iv) relance économique et production (17,10%).

3.1. Secteur Sécurité, Gouvernance et Etat de Droit

Les dépenses d'investissement consacrées au Secteur Sécurité, Gouvernance et Etat de Droit se chiffrent globalement à 10,78 milliards de FCFA en 2017 (4,77 milliards de F CFA sur ressources domestiques et 6, 01 milliards sur ressources extérieures) contre 4,12 milliards de F CFA, soit une hausse de 161,65% qui s'explique par la mise en œuvre des programmes et projets du RCPCA.

3.2. Secteur infrastructures

La part des investissements publics en 2017 consacrée à ce secteur est de 22,27 milliards de F CFA (2,62 milliards de F CFA sur financement intérieur et 19,65 milliards de F CFA sur financement extérieur) contre 24,90 milliards de FCFA en 2016, soit une baisse de 10,56 %. Cette situation est due à la restructuration de certains programmes et projets en cours et à la mobilisation timide des ressources financières en faveur de ce secteur.

3.3 Secteur social

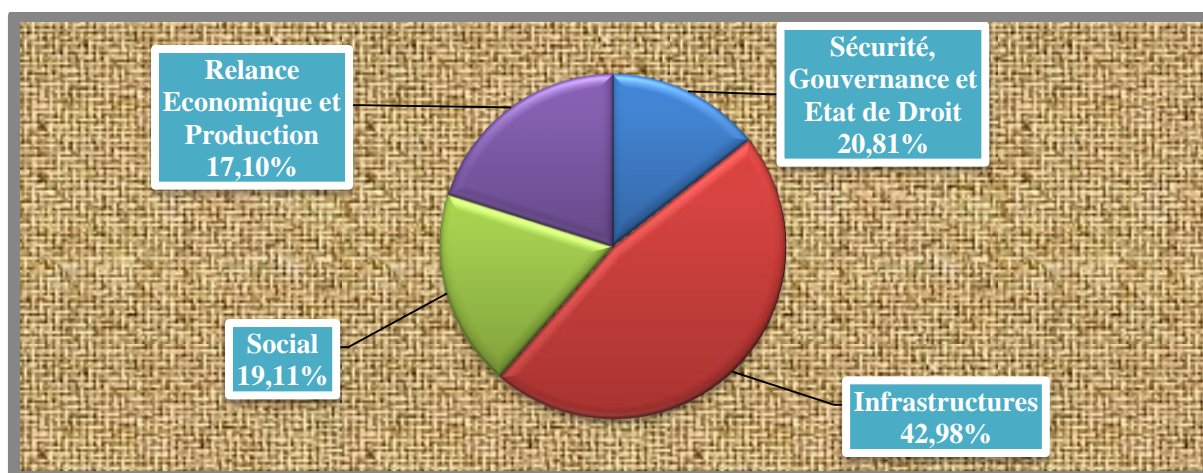
Le montant des dépenses d'investissement pour le secteur social (santé, éducation, affaires sociales etc.) au titre de l'année 2017 s'élève à 9,90 milliards de F CFA dont 2,16 milliards de F CFA en financement intérieur et 7,74 milliards de F CFA en financement extérieur, contre 3,09 milliards de FCFA en 2016, soit 220,39%. Cette augmentation est en lien avec les efforts consentis par le Gouvernement à ce secteur prioritaire.

3.4 Secteur Relance économique et production

En 2017, le niveau d'exécution au titre des investissements de l'Etat est de 8,86 milliards de F CFA (0,44 et 8,42 milliards de FCFA tant sur ressources internes qu'externes), contre 21,48 milliards de FCFA en 2016, soit une chute de 58,75%, en relation avec l'attentisme des opérateurs économiques et des regains de tensions dans l'arrière-pays.

Le graphique qui suit retrace les apports des partenaires au développement en fonction de la nomenclature sectorielle et système de codification des programmes et projets.

Graphique 4 : Exécution des dépenses d'investissement par secteur en 2017



Source : MEPC/DGPE/DIP

Il ressort de l'analyse du diagramme que près de la moitié des apports ont été injectés dans le secteur des infrastructures (46,98%), en soutien aux efforts du Gouvernement pour le désenclavement intérieur du pays. Il est suivi du secteur de relance économique et production (20,13%) et du secteur social, en lien avec les efforts de renouvellement du contrat social entre l'Etat et la population (19,11%). Enfin, viennent les dépenses consacrées aux efforts de rétablissement de la sécurité, de la paix, de la justice et de l'Etat de Droit (14,38%).

Le tableau ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissements par secteurs en 2016 et 2017.

Tableau 11 : Dépenses d'investissement par secteur en 2016 et 2017

Secteurs programmes des et projets	Prévisions 2016 en milliards de FCFA	Exécution 2016 en milliards de FCFA	Taux d'exécution %	Prévisions 2017 en milliards de FCFA	Exécution 2017 en milliards de FCFA	Taux d'exécution %	Var 2017/2016
Sécurité, Gouvernance et Etat de Droit	6,32	3,77	59,65	4,77	6,01	126,00	59,42
Infrastructures	32,73	23,40	71,49	25,54	19,65	76,94	-16,03
Social	7,89	2,69	34,09	17,18	7,74	45,05	187,73
Relance Economique et Production	4,27	20,88	488,99	7,51	8,42	112,12	-59,67
Total Général	51,21	51	99,08	55,00	42	76,04	-17,58

Source : MEPC/DGPE

L'analyse du tableau montre une nette amélioration entre 2016 et 2017 des apports dans les secteurs de la sécurité (+59,42 %) et le social (+187,73%), en lien avec les priorités du gouvernement pour faire face aux conséquences de la crise humanitaire et au lancement du programme de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement des ex-combattants. Par contre, l'on note une baisse des efforts dans le

secteur des infrastructures (-16,03%) et celui de la relance économique et production (-59,67%), qui s'explique par la persistance des poches d'insécurité dans l'arrière-pays, empêchant la mise en œuvre des projets dans ces secteurs

IV. .REPARTITION GEO-SPATIALE DE L'EXECUTION DES PROGRAMMES ET PROJETS

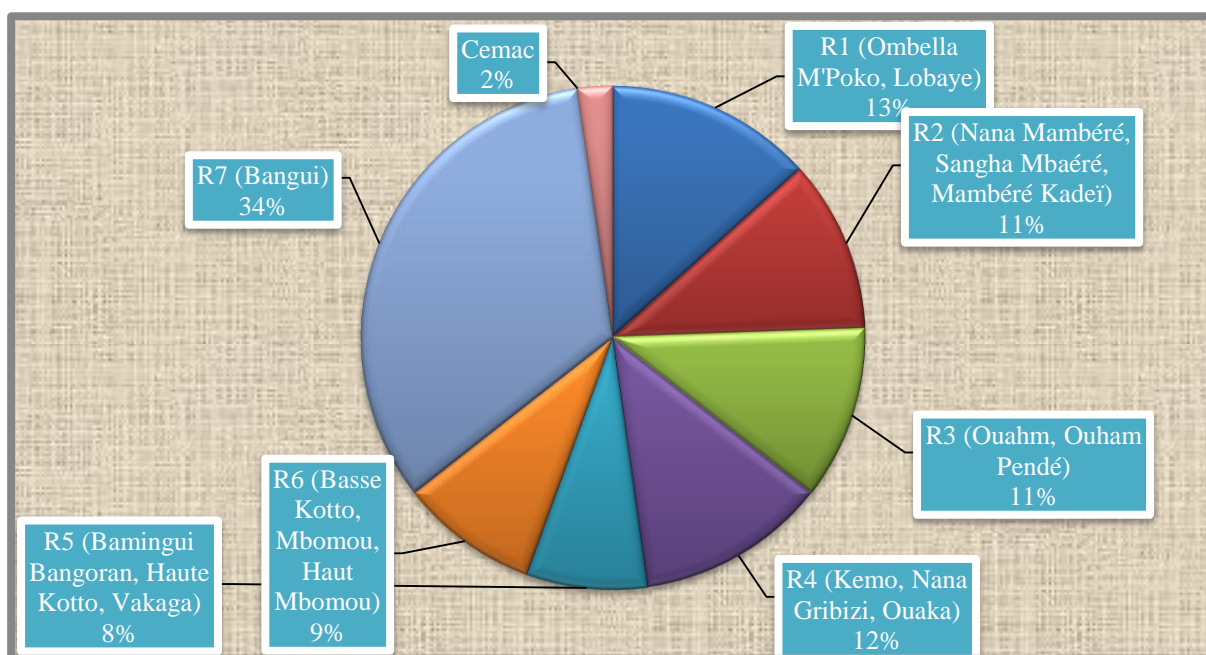
Cette section aborde la localisation géographique des programmes et projets en 2017.

Selon la localisation géographique des programmes et projets, on remarque que la plupart sont d'envergure nationale mais, en raison de la persistance de l'insécurité dans certaines préfectures, ils se sont relocalisés dans les régions relativement stables.

C'est ainsi que la Région 7 (Bangui) concentre plus du tiers des programmes et projets, suivie de la Région 1 (Ombella Mpoko), de la Région 4 (Kémo, Nana gribizi...), de la Région 3 (Ouham Pendé), de la Région 2 (Nana Mambéré), et des autres Régions (6 et 5).

Le graphique ci-dessous indique la répartition géographique des différents programmes et projets mis en œuvre pendant la période sous revue.

Graphique 5: Répartition géo spatiale des programmes et projets exécutés en 2017



Source : MEPC/DGPE/DIP

L'échantillon des programmes et projets par bailleur présentés en annexe 5 illustre la localisation géographique de ceux –ci.

V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SUGGESTIONS

Il est mis en exergue dans cette section les principales contraintes d'ordre institutionnel et organisationnel rencontrées dans la mise en œuvre des programmes/projets et éventuellement les propositions des mesures pour surmonter ces contraintes.

5.1 Difficultés rencontrées.

Les difficultés rencontrées sont d'ordre institutionnel et organisationnel.

5.1.1 Difficultés d'ordre institutionnel

Les principales difficultés tournent autour de:

- l'insuffisance du système d'information et de communication qui ne permet pas de disposer des données exhaustives sur les décaissements obtenus au profit des projets ;
- l'instabilité et le manque d'expérience des cadres, qui sont des facteurs qui impactent sérieusement sur la qualité des analyses ;
- le mécanisme de collecte des données lié aux décaissements en faveur des programmes et projets, qui ne permet pas de disposer des informations nécessaires à temps réel sur la mise en œuvre des projets d'investissement.

5.1.2 Difficultés d'ordre organisationnel

Sur le plan organisationnel, les difficultés sont :

- l'absence de ressources propres dédiées à l'élaboration du rapport du REX;
- la faible mobilisation des contreparties de l'Etat aux projets financés par les bailleurs;
- l'absence des moyens nécessaires pour le suivi physique des programmes et projets mis en œuvre au niveau sectoriel ;
- la faible implication des Directions des Etudes et de la Planification dans le suivi-évaluation des programmes et projets ;
- l'absence d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour éviter le risque de budget de reconduction.

5.2 Suggestions

Au regard des difficultés recensées, un certain nombre de suggestions sont formulées pour améliorer la qualité du rapport d'exécution. Il s'agit, entre autres de :

- ouvrir une ligne de crédit pour l'élaboration du REX ;
- renforcer la synergie entre le SP/RCPCA et les autres structures du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération dans le cadre de la coordination des piliers du RCPCA et du suivi des programmes et projets ;

- renforcer les capacités des gestionnaires des programmes/projets en vue de l'appropriation des procédures des bailleurs et de la maîtrise du processus de passation des marchés ;
- organiser les revues semestrielles des programmes et projets par bailleur;
- renforcer les capacités des DEP sur les procédures d'exécution et de passation de marchés publics.

CONCLUSION

Le Rapport a permis d'apprécier l'exécution financière et physique des programmes et projets inscrits au budget d'investissement 2017, ainsi que la répartition sectorielle et spatiale des dépenses, aussi bien sur financement intérieur que sur financement extérieur.

Malgré les difficultés d'accès aux données financières, le présent rapport permet globalement d'appréhender le niveau de réalisations des programmes et projets au titre de l'exercice 2017. Les enseignements tirés de ce rapport pourront permettre aux décideurs et aux planificateurs de réorienter la vision de développement du pays par rapport aux réalités géographiques et socio-économiques.

Aussi, eu égard à la faible mobilisation des ressources internes et externes, la RCA a poursuivi en 2017 la mise en œuvre des programmes et projets suite à la confiance que les autorités nationales ont inspirée à la communauté internationale matérialisée, notamment par les engagements de financements souscrits à la table ronde sur le RCPCA organisée en novembre 2016 à Bruxelles.

Les prévisions des dépenses d'investissement de la Loi de finances 2017 sont de 72,35 milliards de F CFA contre 64,60 milliards F CFA pour le collectif budgétaire en 2016, soit une augmentation de 11,10 %. Elles se déclinent en 17,35 milliards de F CFA sur ressources domestiques et 55,00 milliards de F CFA sur ressources extérieures.

L'exécution des dépenses d'investissement en 2017 est de 51,80 milliards de F CFA, réparties en financement intérieur (9,98 milliards de F CFA), et en financement extérieur (41,82 milliards de F CFA).

Ce montant a permis la mise en œuvre de nombreux programmes et projets de développement dans divers secteurs d'activités, ayant permis d'améliorer les conditions d'existence et de résilience des populations sur toute l'étendue du territoire national.

Malgré ces avancées, le rapport a mis en exergue un certain nombre de défis liés à la mise en œuvre effective et efficiente du RCPCA.

En outre, dans la perspective du passage au budget programme projeté en 2020 conformément aux directives de la CEMAC, il convient de renforcer les capacités nationales en vue de l'alignement du RCPCA au budget. Cela exige, notamment une rationalisation des processus de planification, de programmation, de budgétisation, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Perspectives économiques en Afrique, « Entrepreneuriat et Industrialisation », Paris, Editions OCDE (2017).
2. Fonds Monétaire International (FMI), « Rapport P17/389 sur la CEMAC », (Déc.2017)
3. Ministère des Finances et du Budget, « Rapport d'exécution du Budgétaire » 2017.
4. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, « Rapport des travaux de la pré-conférence budgétaire. » ; 2017.
5. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, « Rapport Economique et Social »,2017 ».
6. Fonds Monétaire International, « Rapport n°17/389 sur la CEMAC, Décembre 2017.
7. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, « Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix » 2017-2021.
8. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, « Note méthodologique d'élaboration du Rapport d'Exécution du Budget d'Investissements Publics », janvier 2015.
9. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération « Nomenclature Sectorielle et Système de Codification des Projets », juillet 2015.
10. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération « Rapport d'Exécution des Investissements de l'Etat 2015 et 2016 ».
11. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, « Notes de Conjoncture des 1,2 et 3 Trimestres », 2017.
12. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, « Rapport d'Activités Annuelle de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED 2017».
13. Rapports de Suivi-Evaluation des programmes et projets exécutés sur ressources extérieures en 2016 et 2017 : PASS, LONDO, PARCB1, PRODEBALT.
14. Sites visités : FMI ; BM ; OCDE ; CEA ; BEAC etc.
15. Documents consultés sur internet.

ANNEXES

Annexe 1 : Exécution des dépenses d'investissement sur ressources extérieures en 2017

Annexe 2 : Exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres en 2017.

Annexe 3 : Projets exécutés dans la cadre de la loi de finances 2017.

Annexe 4 : Projets exécutés hors budget en 2017.

Annexe 5 : Répartition géographique des programmes et projets par source de financement en 2017

Annexe 6 : Liste des personnalités ayant participé à la relecture et la validation du Rapport d'exécution des dépenses d'investissement de 2017